

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.475/4
DU 2 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 8 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

L'alinéa 5 du préambule est consacré au visa de l'avis de la Commission consultative administration-industrie, formalité préalable prévue par l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Selon l'article 8 de l'arrêté royal du 24 décembre 1985 relatif à la commission consultative administration-industrie,

"[l]a commission émet ses avis sous forme de procès-verbaux de séance signés par le président de séance et le secrétaire, et reprenant le point de vue de chaque délégation."

Un tel procès-verbal ne figure pas dans le dossier joint à la demande d'avis, lequel comporte uniquement un ensemble de documents communiqués par différents membres de la commission, et regroupés sous une note de transmis, datée du 23 février 2007 et signée par le Président de la commission. Cette dernière est rédigée comme suit :

"En date du 30 janvier 2007, l'avis écrit de la Commission consultative «administration-industrie» a été sollicité en application des dispositions de l'article 1^{er}, point 1.7. du règlement d'ordre intérieur de la Commission daté du 28 octobre 1988, concernant un projet d'arrêté royal relatif aux dispositions concernant l'arrimage du chargement des véhicules, modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

.../...

Les membres de la Commission ont émis leurs différentes remarques sur ledit projet, dont vous trouverez les copies en annexe."

Une telle procédure écrite, qui se résume au collationnement d'avis individuels transmis par des membres de la commission sans que celle-ci ne semble s'être réunie pour débattre du projet, n'est pas conforme au prescrit de l'article 8 de l'arrêté royal du 24 décembre 1985, précité.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er}

L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, n'a pas été modifié par les textes mentionnés à l'alinéa 1^{er} du préambule. Ces mentions seront omises.

Alinéas 3 et 4

1. À l'alinéa 3 du préambule, relatif au visa de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, les mots, "notamment les articles 2, 45 et 59, modifiés par les arrêtés royaux du ..." peuvent être omis.

La mention des modifications encore en vigueur, subies par les différentes dispositions de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité, que le projet examiné vise à modifier, doit par contre être, le cas échéant, insérée dans la phrase liminaire de chacune des dispositions modificatives que comporte le projet.

2. La même observation vaut pour l'alinéa 4 du préambule, relatif au visa de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité. Elle vaut aussi pour les dispositions du projet examiné qui visent à le modifier.

Alinéa 8

L'accord du Ministre du Budget, visé à l'alinéa 8 du préambule, ne figure pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Comme le relève l'inspecteur des finances dans son avis du 28 février 2007, cet accord ne semble toutefois pas être requis.

Dispositif

Article 1^{er}

L'article 1^{er} du projet, qui vise à insérer les points 2.50 à 2.56 parmi les définitions figurant à l'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité, doit être corrigé afin de tenir compte du fait qu'un arrêté modificatif du 9 janvier 2007 a déjà inséré des points 2.50 à 2.53 dans cette énumération ¹.

Les difficultés qu'éprouve l'auteur du projet à suivre le rythme des modifications qu'il apporte à la réglementation en matière de circulation routière doivent l'inciter à s'interroger sur les problèmes auxquels le nombre et la fréquence de ces changements exposent les usagers de la route, destinataires de ces normes, et sur l'insécurité, notamment juridique, qui pourrait en résulter ².

(1) Arrêté royal du 9 janvier 2007 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (Moniteur belge, 24 janvier 2007). Cet arrêté est entré en vigueur le 1^{er} février 2007.

(2) En ce sens, voir aussi l'avis 42.448/4, donné le 12 mars 2007, sur un autre projet d'arrêté modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité.

Article 4

1. L'article 4 du projet (article 45bis.1, en projet, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité), prévoit une exception pour les "combinaisons de véhicules utilisées exclusivement par les forains et propres à cette profession".

Comme en a convenu le délégué du ministre, il convient d'y viser les véhicules et les combinaisons de véhicules (utilisés exclusivement par les forains et propres à cette profession), et non les seules combinaisons de ces véhicules.

2. La même observation vaut pour l'article 7 du projet (article 19, § 5, 3/, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, précité).

3. À l'article 45bis.6., en projet, il semble que les termes "Lignes directrices européennes sur les meilleures pratiques relatives à la sécurité des chargements pour le transport par route", figurant dans la version française du projet constituent une traduction littérale de la version anglaise (European best practises guidelines on cargo securing for road transport).

La version française du document disponible sur le site Internet de la Commission européenne ³ porte toutefois le titre suivant : "Code de bonnes pratiques européen concernant l'arrimage des charges sur les véhicules routiers".

Il revient à l'auteur du projet d'utiliser le titre exact de ce document.

Article 8

1. La disposition prévoit que l'arrêté entrera en vigueur à une date qui n'est pas encore précisée.

⁽³⁾ À l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/transport/roadsafety_library/vehicles/cargo_securing_guidelines_fr.doc.

L'auteur du projet doit être en mesure d'expliquer quelle raison spécifique justifie une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Sauf motivation particulière, la date d'entrée en vigueur doit en tout état de cause être prévue de manière à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

2. La rédaction de l'alinéa 2 n'est en outre pas adéquate. Sous la réserve de l'observation qui précède, elle doit être rédigée au présent, dans la version française et la formule "ne [...] que" doit être omise.

Article 9

À l'article 9 du projet, il convient d'en confier l'exécution au Ministre qui a la circulation routière dans ses attributions, au lieu du Ministre de la Mobilité.

L'exécution doit en effet perdurer au-delà de l'actuelle répartition des compétences ministérielles, et de la qualification actuelle de ces dernières.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.475/4
VAN 2 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 8 maart 2007 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

In het vijfde lid van de aanhef wordt verwezen naar het advies van de raadgevende commissie Administratie-Nijverheid, een voorafgaand vormvereiste voorgeschreven bij artikel 1, § 3, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 24 december 1985 betreffende de raadgevende commissie Administratie-Nijverheid bepaalt :

"De commissie brengt haar adviezen uit in de vorm van de notulen van de vergadering, ondertekend door de voorzitter van de vergadering en de secretaris, waarin het standpunt van elke afvaardiging is opgenomen."

Zulke notulen komen niet voor in het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag; het dossier bevat slechts een aantal stukken meegedeeld door verschillende leden van de commissie en voorzien van een verzendingsnota, gedateerd 23 februari 2007 en ondertekend door de voorzitter van de commissie. Deze nota luidt als volgt :

"In toepassing van de bepaling van artikel 1, punt 1.7, van het huishoudelijk reglement van de Raadgevende Commissie «Administratie - Nijverheid» dd. 28 oktober 1988, werd deze Commissie op 30 januari 2007 om schriftelijk advies gevraagd over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het vastzetten van de lading voertuigen. Dit ontwerp wijzigt de artikelen 1 en 19 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

.../...

Kopie van de door de leden van de Commissie over deze ontwerptekst geformuleerde opmerkingen vindt u in bijlage."

Een zodanige schriftelijke procedure, die zich beperkt tot het collationeren van individuele adviezen overgezonden door leden van de commissie, zonder dat deze lijkt te zijn samengekomen om te beraadslagen omtrent het ontwerp, is niet conform het bepaalde in artikel 8 van het voornoemde koninklijk besluit van 24 december 1985.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Artikel 1, eerste lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, is niet gewijzigd bij de teksten vermeld in het eerste lid van de aanhef. Die vermeldingen moeten vervallen.

Derde en vierde lid

1. In het derde lid van de aanhef, waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, kunnen de woorden ", inzonderheid op de artikelen 2, 45 en 59, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ..." vervallen.

De vermelding van de nog van kracht zijnde wijzigingen aangebracht in de onderscheiden bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975, die het onderzochte ontwerp beoogt te wijzigen, moet daarentegen in voorkomend geval worden ingevoegd in de inleidende zin van elk van de wijzigingsbepalingen opgenomen in het ontwerp.

2. Dezelfde opmerking geldt voor het vierde lid van de aanhef, waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen. Ze geldt eveneens voor de bepalingen van het onderzochte ontwerp die dat besluit beogen te wijzigen.

Achtste lid

De akkoordbevinding van de Minister van Begroting, waarnaar wordt verwezen in het achtste lid van de aanhef, komt niet voor in het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag.

Zoals de inspecteur van financiën opmerkt in zijn advies van 28 februari 2007, lijkt die akkoordbevinding echter niet vereist te zijn.

Dispositief

Artikel 1

Artikel 1 van het ontwerp, dat ertoe strekt in de definities opgenomen in artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975 de punten 2.50 tot 2.56 in te voegen, moet worden aangepast, rekening houdend met het feit dat een wijzigingsbesluit van 9 januari 2007 in die opsomming reeds punten 2.50 tot 2.53 heeft ingevoegd ¹.

De moeilijkheden die de steller van het ontwerp ondervindt om het tempo van zijn wijzigingen in de verkeersregelgeving bij te houden, moeten hem ertoe aanzetten zich te beraden over de problemen die de weggebruikers, voor wie die normen bestemd

⁽¹⁾ Koninklijk besluit van 9 januari 2007 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (Belgisch Staatsblad van 24 januari 2007). Dit besluit is in werking getreden op 1 februari 2007.

zijn, door die talrijke en snel opeenvolgende wijzigingen hebben en over de onzekerheid, in het bijzonder de rechtsonzekerheid, die daardoor kan ontstaan ².

Artikel 4

1. Artikel 4 van het ontwerp (ontworpen artikel 45*bis*.1 van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975) voorziet in een uitzondering voor de "samenstellen van voertuigen die uitsluitend worden gebruikt door kermiskramers en eigen zijn aan dat beroep".

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in die bepaling moet worden verwezen naar de voertuigen en de samenstellen van voertuigen (die uitsluitend worden gebruikt door kermisexploitanten en eigen zijn aan dat beroep), en niet alleen naar de samenstellen van zodanige voertuigen.

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7 van het ontwerp (ontworpen artikel 19, § 5, 3/, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968).

3. De woorden "Lignes directrices européennes sur les meilleures pratiques relatives à la sécurité des chargements pour le transport par route", die voorkomen in de Franse lezing van het ontworpen artikel 45*bis*.6, blijken een letterlijke vertaling te zijn van de Engelse lezing ("European best practises guidelines on cargo securing for road transport").

Het opschrift van de Franse versie van het document dat op de Internetsite van de Europese Commissie ³ beschikbaar is, luidt echter als volgt : "Code de bonnes pratiques européen concernant l'arrimage des charges sur les véhicules routiers".

(²) Zie in die zin eveneens advies 42.448/4, dat op 12 maart 2007 is verstrekt omtrent een ander ontwerpbesluit tot wijziging van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975.

(³) Op het volgende adres : http://ec.europa.eu/transport/roadsafety_library/vehicles/cargo_securing_guidelines_fr.doc.

De steller van het ontwerp dient het exacte opschrift van dit document over te nemen.

Artikel 8

1. De bepaling schrijft voor dat het besluit in werking treedt op een datum die vooralsnog niet wordt gepreciseerd.

De steller van het ontwerp moet in staat zijn te wettigen welke specifieke reden er bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Behoudens een bijzondere motivering, moet bij het vaststellen van de datum van inwerkingtreding er in ieder geval voor gezorgd worden dat eenieder een redelijke termijn wordt gegeven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

2. Bovendien is de redactie van het tweede lid niet adequaat. Onder het voorbehoud van de opmerking hierboven moet in dit tweede lid het woord "pas" vervallen en moet de franse versie in de tegenwoordige tijd gesteld worden.

Artikel 9

In artikel 9 van het ontwerp moet de tenuitvoerlegging ervan worden toevertrouwd aan de minister bevoegd voor het wegverkeer, in plaats van aan de Minister van Mobiliteit.

De tenuitvoerlegging moet immers voortduren na afloop van de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden en van de huidige omschrijving ervan.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE